



TRANSAT A.T. INC.
DEUXIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 30 avril 2016

Relations avec les investisseurs
M. Denis Pétrin
Chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symbole boursier
TSX: TRZ

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 30 avril 2016, par rapport au trimestre clos le 30 avril 2015 et doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2015, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2015, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du deuxième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2015. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 8 juin 2016. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 30 avril 2016 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2015.

Nos états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la section Mesures financières non normalisées selon les IFRS pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la Société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la Société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant :

- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit une baisse des charges d'exploitation de 4,6 % sur le marché transatlantique et une hausse de 5,5 % sur le marché des destinations soleil pour le deuxième semestre par rapport à l'année dernière.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit au deuxième semestre des résultats globaux inférieurs à ceux de l'an dernier.

En faisant ces déclarations, la Société a supposé, entre autres, que les voyageurs continueront de voyager, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet et que les prix du carburant, les taux de change, les coûts d'hôtels et autres coûts terrestres demeureront stables. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. En plus des mesures financières selon les IFRS, la direction utilise d'autres mesures non normalisées selon les IFRS afin de mesurer le rendement opérationnel de la Société. Il est probable qu'on ne puisse comparer les mesures financières non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs, ou celles utilisées par des analystes financiers puisque leurs mesures peuvent avoir des définitions différentes. Les mesures utilisées par la Société ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS.

Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon les IFRS, ni reconnue par ces dernières. La direction croit que les mesures financières non normalisées selon les IFRS sont importantes puisqu'elles permettent aux utilisateurs de nos états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de nos opérations récurrentes et les tendances connexes, tout en améliorant la transparence et la clarté de nos résultats opérationnels. La direction croit également que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

En excluant de nos résultats les éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme et/ou qui ne reflètent pas, à notre avis, notre rendement opérationnel de la période, dont la variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, les charges de restructuration, la dépréciation du goodwill, l'amortissement et autres éléments inhabituels importants, nous croyons que notre rapport de gestion aide les utilisateurs à mieux analyser nos résultats ainsi que notre capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels. De plus, l'utilisation de mesures non conformes aide les utilisateurs à comparer nos résultats de façon plus pertinente d'une période à l'autre ainsi qu'avec ceux d'autres entreprises de notre secteur.

Les mesures non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société pour mesurer le rendement opérationnel comprennent le résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée), le résultat ajusté (perte ajustée) avant charge d'impôts et le résultat net ajusté (perte nette ajustée).

La direction utilise également la dette totale et la dette totale nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) avant charge d'amortissement, charge de restructuration et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période.
Résultat ajusté (perte ajustée) avant charge d'impôts	Résultat avant charge d'impôt (perte avant charge d'impôts) avant variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'une filiale, charge de restructuration, dépréciation d'actifs et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période.
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires avant résultat net lié aux activités abandonnées, variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'une filiale, charge de restructuration, dépréciation d'actifs et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période, net des impôts y afférents.
Résultat net (perte nette) ajusté par action	Résultat net ajusté (perte nette ajustée) divisé par le nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation servant au calcul du résultat dilué par action.
Contrats de location simple ajustés	Charge de loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres multipliée par 5.
Dette totale	Dette à long terme plus le montant des contrats de location simple ajustés.
Dette totale nette	Dette totale (décrite ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2016 \$	2015 \$	2016 \$	2015 \$
Résultat d'exploitation	(13 701)	(4 039)	(54 243)	(37 539)
Amortissement	11 718	11 790	23 224	22 544
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	(3 019)	—	(5 666)	—
Résultat d'exploitation ajusté	(5 002)	7 751	(36 685)	(14 995)
Résultat avant charge d'impôts	(34 763)	36 630	(106 819)	(35 331)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	3 877	(39 852)	37 964	2 121
Perte sur cession d'une filiale	843	—	843	—
Dépréciation d'actifs	15 809	—	15 809	—
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	(3 019)	—	(5 666)	—
Résultat ajusté avant charge d'impôts	(17 253)	(3 222)	(57 869)	(33 210)
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	(24 952)	24 704	(86 107)	(39 610)
Perte nette (résultat net) lié aux activités abandonnées	(381)	1 730	7 380	12 437
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	3 877	(39 852)	37 964	2 121
Perte sur cession d'une filiale	843	—	843	—
Dépréciation d'actifs	15 809	—	15 809	—
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	(3 019)	—	(5 666)	—
Incidence fiscale	(4 045)	10 680	(12 471)	(568)
Résultat net ajusté	(11 868)	(2 738)	(42 248)	(25 620)
Résultat net ajusté	(11 868)	(2 738)	(42 248)	(25 620)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	36 736	38 815	36 999	38 755
Résultat net ajusté par action	(0,32)	(0,07)	(1,14)	(0,66)
			Au 30 avril 2016 \$	Au 31 octobre 2015 \$
Loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres			122 032	98 859
Multiple			5	5
Contrats de location simple ajustés			610 160	494 295
Dettes à long terme			—	—
Contrats de location simple ajustés			610 160	494 295
Dettes totales			610 160	494 295
Dettes totales			610 160	494 295
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(440 558)	(336 423)
Dettes totales nettes			169 602	157 872

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %
États des résultats consolidés								
Revenus	888 221	875 151	13 070	1,5	1 613 944	1 559 102	54 842	3,5
Résultat d'exploitation ajusté ¹	(5 002)	7 751	(12 753)	(164,5)	(36 685)	(14 995)	(21 690)	(144,6)
Résultat net attribuable								
aux actionnaires	(24 952)	24 704	(49 656)	(201,0)	(86 107)	(39 610)	(46 497)	(117,4)
Résultat de base par action	(0,68)	0,64	(1,32)	(206,3)	(2,33)	(1,02)	(1,31)	(128,4)
Résultat dilué par action	(0,68)	0,64	(1,32)	(206,3)	(2,33)	(1,02)	(1,31)	(128,4)
Résultat net ajusté ¹	(11 868)	(2 738)	(9 130)	(333,5)	(42 248)	(25 620)	(16 628)	(64,9)
Résultat net ajusté par action ¹	(0,32)	(0,07)	(0,25)	(357,1)	(1,14)	(0,66)	(0,48)	(72,7)
États des flux de trésorerie consolidés								
Activités d'exploitation	38 569	84 435	(45 866)	(54,3)	184 227	219 178	(34 951)	(15,9)
Activités d'investissement	(8 899)	(22 155)	13 256	59,8	(24 685)	(36 265)	11 580	31,9
Activités de financement	(3 445)	(2 720)	(725)	(26,7)	(8 119)	(2 738)	(5 381)	(196,5)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(6 035)	(4 084)	(1 951)	(47,8)	(6 276)	(425)	(5 851)	(1 376,7)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	20 190	55 476	(35 286)	(63,6)	145 147	179 750	(34 603)	(19,3)
États de la situation financière consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					440 558	336 423	104 135	31,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant et non courant)					293 771	412 099	(118 328)	(28,7)
					734 329	748 522	(14 193)	(1,9)
Actif total					1 536 522	1 513 764	22 758	1,5
Dette à long terme					—	—	—	—
Dette totale ¹					610 160	494 295	115 865	23,4
Dette totale nette ¹					169 602	157 872	11 730	7,4

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

APERÇU

ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat fait partie des plus grands voyagistes intégrés dans le monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre principalement au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, directement ou par le biais d'intermédiaires, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est aussi un distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartiennent. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une proportion importante de ses besoins. Transat offre des services à destination au Canada, au Mexique, en République dominicaine et en Grèce. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède, exploite ou gère des propriétés au Mexique, à Cuba et en République dominicaine.

VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

STRATÉGIE

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la Société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale de manière ciblée, tenant compte de l'évolution de l'industrie du tourisme. À ce titre, elle a ces dernières années considérablement amélioré son efficacité au chapitre des opérations aériennes, et lancé un certain nombre d'initiatives, y compris technologiques, pour devenir plus efficace et plus performante en tant que distributeur. La stratégie prévoit également la pénétration de nouveaux marchés-sources et de nouvelles destinations, la priorité allant à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations. En parallèle, grâce à des investissements ciblés en technologie, à des gains d'efficacité qu'elle poursuit en modifiant sa gestion interne, et à un programme d'amélioration des marges unitaires et de réduction des coûts, Transat entend améliorer son résultat d'exploitation et maintenir ou accroître ses parts de marché sur tous ses marchés. Transat constate l'importance stratégique croissante des enjeux liés au développement durable dans l'industrie du voyage vacances et dans le monde du transport aérien. Au vu et au su de cette tendance, Transat a entrepris d'adopter des pratiques d'avant-garde en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable.

Pour l'exercice 2016, les objectifs que Transat poursuit sont les suivants :

1. Mettre en œuvre une stratégie intégrée en matière de distribution et de marque, comprenant entre autres la mise en place d'une expérience de shopping en ligne bonifiée, une augmentation des ventes contrôlées, le déploiement de la marque Transat et la finalisation des projets technologiques nécessaires.
2. Améliorer la compétitivité de notre offre et augmenter la capacité sur les destinations soleil, renforcer notre présence et augmenter notre capacité sur le marché transatlantique, et poursuivre le déploiement de l'offre clubs Lookéa.
3. Réduire la perte financière de la saison hivernale et maintenir la rentabilité de la saison estivale, entre autres par la poursuite de notre programme d'amélioration des marges unitaires et de réduction des coûts, avec des gains prévus de 30 millions \$ en 2016.
4. Pénétrer un nouveau marché par voie d'acquisition et optimiser notre stratégie hôtelière, notamment quant à notre participation dans Ocean Hotels.
5. Simplifier la structure organisationnelle et optimiser le plan de gestion de la succession.
6. Obtenir le statut Partenaire de la certification Travelife.

Les principaux inducteurs de performance sont notre résultat d'exploitation ajusté, notre part de marché et la croissance de nos revenus. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 11 mai 2016, la Société a annoncé avoir reçu de TUI AG, le chef de file du tourisme dans le monde, une offre ferme pour l'achat de ses opérations de voyageur en France (Transat France) et en Grèce (Tourgreece) pour une valeur d'entreprise de 54,5 millions € (79,7 millions \$), sous réserve d'ajustements liés au fonds de roulement au moment de la clôture. La transaction projetée est sujette à l'approbation des autorités réglementaires européennes en matière de concurrence, de même qu'à l'obtention de l'avis consultatif du Comité d'entreprise de Transat France, comme le veut la Loi française. La clôture devrait survenir d'ici le 31 octobre 2016.

Par conséquent, au 30 avril 2016, les actifs et les passifs de Transat France et Tourgreece ont été présentés comme détenus en vue de la vente aux états consolidés de la situation financière et leurs résultats comme activités abandonnées aux états consolidés des résultats et du résultat global. La transaction projetée n'a aucun autre impact dans les états financiers de la Société pour la période terminée le 30 avril 2016.

La transaction projetée n'aura aucun impact sur le programme transatlantique, les opérations et le développement d'Air Transat en France ou en Europe. Transat maintient ses objectifs de croissance en tant que transporteur aérien entre l'Europe et le Canada.

Ce projet, qui découle du plan stratégique 2015-2017, met l'accent sur la croissance rentable dans les Amériques par le développement des activités de voyageur, de distribution et d'hôtellerie.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %
Activités poursuivies								
Revenus	888 221	875 151	13 070	1,5	1 613 944	1 559 102	54 842	3,5
Coûts liés à la prestation de services touristiques	492 725	467 733	24 992	5,3	902 138	838 032	64 106	7,6
Salaires et avantages du personnel	91 829	82 274	9 555	11,6	177 020	159 816	17 204	10,8
Carburant d'aéronefs	74 337	104 115	(29 778)	(28,6)	135 747	195 568	(59 821)	(30,6)
Entretien d'aéronefs	36 819	42 437	(5 618)	(13,2)	76 772	71 798	4 974	6,9
Loyer d'aéronefs	38 749	24 684	14 065	57,0	71 024	47 851	23 173	48,4
Commissions	39 886	41 384	(1 498)	(3,6)	68 872	70 538	(1 666)	(2,4)
Frais d'aéroports et de navigation	31 648	28 428	3 220	11,3	56 456	49 996	6 460	12,9
Autres	90 467	80 043	10 424	13,0	165 121	144 799	20 322	14,0
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(6 256)	(3 698)	(2 558)	(69,2)	(8 187)	(4 301)	(3 886)	(90,4)
Amortissement	11 718	11 790	(72)	(0,6)	23 224	22 544	680	3,0
Charges d'exploitation	901 922	879 190	22 732	2,6	1 668 187	1 596 641	71 546	4,5
Résultat d'exploitation	(13 701)	(4 039)	(9 662)	(239,2)	(54 243)	(37 539)	(16 704)	(44,5)
Coûts de financement	535	399	136	34,1	921	794	127	16,0
Revenus du financement	(1 946)	(2 000)	54	2,7	(3 727)	(4 011)	284	7,1
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	3 877	(39 852)	43 729	109,7	37 964	2 121	35 843	1 689,9
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	1 944	784	1 160	148,0	766	(1 112)	1 878	168,9
Perte sur cession d'une filiale	843	—	843	100,0	843	—	843	100,0
Dépréciation d'actifs	15 809	—	15 809	100,0	15 809	—	15 809	100,0
Résultat avant charge d'impôts	(34 763)	36 630	(71 393)	(194,9)	(106 819)	(35 331)	(71 488)	(202,3)
Impôts sur les bénéfices (récupération)								
Exigibles	(9 168)	(459)	(8 709)	(1 897,4)	(21 819)	(10 112)	(11 707)	(115,8)
Différés	(1 778)	9 092	(10 870)	(119,6)	(9 142)	(835)	(8 307)	(994,9)
	(10 946)	8 633	(19 579)	(226,8)	(30 961)	(10 947)	(20 014)	(182,8)
Résultat net lié aux activités poursuivies	(23 817)	27 997	(51 814)	(185,1)	(75 858)	(24 384)	(51 474)	(211,1)
Activités abandonnées								
Résultat net lié aux activités abandonnées	381	(1 730)	2 111	122,0	(7 380)	(12 437)	5 057	40,7
Résultat net de la période	(23 436)	26 267	(49 703)	(189,2)	(83 238)	(36 821)	(46 417)	(126,1)
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires	(24 952)	24 704	(49 656)	(201,0)	(86 107)	(39 610)	(46 497)	(117,4)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 516	1 563	(47)	(3,0)	2 869	2 789	80	2,9
	(23 436)	26 267	(49 703)	(189,2)	(83 238)	(36 821)	(46 417)	(126,1)

REVENUS

Nous tirons nos revenus des voyagistes expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyagistes réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à 2015, nos revenus ont augmenté de 13,1 millions \$ (1,5 %) pour le trimestre clos le 30 avril 2016 et de 54,8 millions \$ (3,5 %) pour le semestre. Ces augmentations découlent d'une augmentation globale du nombre de voyageurs de 2,5 % pour le trimestre et de 5,9 % pour le semestre sur l'ensemble de nos marchés et d'une hausse des prix de vente moyens des produits de type forfait sur le marché des destinations soleil, notre principal marché pour cette période.

CHARGES D'EXPLOITATION

Nos charges d'exploitation totales ont augmenté de 22,7 millions \$ (2,6 %) pour le trimestre et de 71,5 millions \$ (4,5 %) pour le semestre, par rapport à 2015. Ces augmentations découlent principalement de la hausse du nombre de voyageurs, alimentée par notre décision d'augmenter notre offre de produits sur le marché des destinations soleil, notre principal marché pour cette période, de 0,7 % pour le trimestre et de 4,5 % pour le semestre, et de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain. Notre offre de produits sur le marché transatlantique était supérieure de 20,1 % pour le trimestre et de 19,5 % pour le semestre.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ces coûts ont augmenté de 25,0 millions \$ (5,3 %) pour le trimestre et de 64,1 millions \$ (7,6 %) pour le semestre. Ces augmentations résultent de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain et de l'augmentation de notre offre de produits sur le marché des destinations soleil au cours de la saison d'hiver, lesquelles ont été atténuées par la diminution des coûts des chambres d'hôtels.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 9,6 millions \$ (11,6 %) pour le trimestre et de 17,2 millions \$ (10,8 %) pour le semestre, comparativement à 2015. Ces augmentations découlent principalement de l'embauche de pilotes, d'agents de bord et de mécaniciens à la suite de l'ajout de Boeing 737 à notre flotte d'aéronefs et des révisions salariales annuelles.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a diminué de 29,8 millions \$ (28,6 %) pour le trimestre et de 59,8 millions \$ (30,6 %) pour le semestre, comparativement à 2015. Ces diminutions résultent de la baisse des indices de prix du carburant sur les marchés financiers. Or, la Société n'a pu profiter pleinement de cette baisse compte tenu de son programme de couverture des prix du carburant en place. La dépréciation du dollar par rapport au dollar américain (le carburant étant principalement payé en dollar américain), ainsi que l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015, ont également contribué à freiner la baisse des coûts de carburant d'aéronefs.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2015, ces dépenses ont diminué de 5,6 millions \$ (13,2 %) au cours du trimestre et augmenté de 5,0 millions \$ (6,9 %) au cours du semestre. Pour le trimestre, la diminution résulte principalement de l'augmentation du dollar vis-à-vis du dollar américain depuis le 31 janvier 2016, ainsi que de la charge plus élevée en 2015 due à la révision du calendrier des entretiens l'an dernier. L'augmentation du semestre découle de l'affaiblissement du dollar vis-à-vis du dollar américain et de l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 14,1 millions \$ (57,0 %) au cours du trimestre et de 23,2 millions \$ (48,4 %) au cours du semestre, par rapport à 2015. Ces augmentations découlent de l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015 ainsi que de l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain. En lien avec notre plan stratégique, plus particulièrement la mise en place d'une flotte flexible, nous avons opéré pour la saison d'hiver 2016 une flotte saisonnière de quinze Boeing 737, lesquels s'ajoutent à notre flotte permanente de quatre Boeing 737.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commission a diminué de 1,5 million \$ (3,6 %) au cours du trimestre et de 1,7 million \$ (2,4 %) au cours du semestre, par rapport à 2015. En pourcentage de nos revenus, les commissions ont diminué et représentent 4,5 % de nos revenus pour le trimestre et 4,3 % pour le semestre, comparativement à 4,7 % et 4,5 %, respectivement, en 2015. Ces diminutions résultent d'une baisse des revenus sur lesquels une commission est calculée.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et les exploitants de services de navigation aérienne. Ces frais ont augmenté de 3,2 millions \$ (11,3 %) pour le trimestre et de 6,5 millions \$ (12,9 %) pour le semestre, comparativement à 2015. Ces augmentations découlent de l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015 ainsi qu'à l'affaiblissement du dollar vis-à-vis du dollar américain.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 10,4 millions \$ (13,0 %) au cours du trimestre et de 20,3 millions \$ (14,0 %) au cours du semestre, comparativement à 2015. Ces augmentations découlent principalement d'une hausse des autres coûts aériens à la suite de l'ajout à notre flotte de sept Boeing 737 par rapport à l'hiver 2015 et d'une hausse des coûts de marketing.

QUOTE-PART DU BÉNÉFICE NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [«CIBV»], notre entreprise en hôtellerie. Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée pour le second trimestre s'élève à 6,3 millions \$, comparativement à 3,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015. Pour le semestre, la quote-part du résultat net s'est établie à 8,2 millions \$, en regard de 4,3 millions \$ en 2015. Ces augmentations découlent de la vigueur du dollar américain par rapport aux autres devises.

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles amortissables et des avantages incitatifs reportés. L'amortissement a diminué de 0,1 million \$ au cours du second trimestre de 2016 et a augmenté de 0,7 million \$ au cours du semestre, comparativement à 2015.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 13,7 millions \$ (1,5 %) au cours du trimestre, comparativement à une perte d'exploitation de 4,0 millions \$ (0,5 %) en 2015. L'augmentation de notre perte d'exploitation découle principalement de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, qui, combinée à la baisse des coûts du carburant, a entraîné une augmentation de nos charges d'exploitation de 25,0 millions \$ sur les forfaits sud. Près de la moitié de cette augmentation a été compensée par la hausse de nos prix de vente moyens. L'augmentation des salaires a également contribué à la diminution du résultat d'exploitation.

Pour le semestre, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 54,2 millions \$ (3,4 %), comparativement à une perte d'exploitation de 37,5 millions \$ (2,4 %) en 2015. L'augmentation de notre perte d'exploitation découle principalement de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, dont l'effet combiné à la baisse des coûts du carburant a entraîné une augmentation de nos charges d'exploitation de 49,0 millions \$ sur les forfaits sud. Près de 60% de cette augmentation a été compensée par nos efforts de réduction de coûts et par l'augmentation de nos prix de vente moyens sur les forfaits sud. Enfin, pour le trimestre et le semestre, les craintes suscitées par le virus Zika, une menace de grève des pilotes d'Air Transat et un ralentissement de la demande dans l'Ouest ont empêché une amélioration de la rentabilité.

Au cours du trimestre, nous avons affiché une perte d'exploitation ajustée de 5,0 millions \$ (0,6 %), comparativement à un résultat d'exploitation ajusté de 7,8 millions \$ (0,9 %) en 2015. Au cours du semestre, nous avons affiché une perte d'exploitation ajustée de 36,7 millions \$ (2,3 %), comparativement à 15,0 millions \$ (1,0 %) en 2015.

AUTRES CHARGES ET REVENUS

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts, les frais d'attente ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont augmenté de 0,1 million \$ pour le trimestre et pour le semestre, comparativement à 2015.

REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financement ont diminué de 0,1 million \$ au cours du trimestre et de 0,3 million \$ au cours du semestre comparativement à 2015.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES DÉRIVÉS LIÉS AU CARBURANT ET AUTRES DÉRIVÉS

La variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à la fluctuation des prix du carburant et des taux de change. Au cours du trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs et autres dérivés a diminué de 3,9 millions \$, comparativement à une augmentation de la juste valeur de 39,9 millions \$ en 2015. Pour le semestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs et autres dérivés a diminué de 38,0 millions \$, comparativement à une diminution de la juste valeur de 2,1 millions \$ en 2015. Ces diminutions sont principalement attribuables à la forte appréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain au cours du trimestre.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES NON COURANTS

Au cours du trimestre, nous avons affiché une perte de change de 1,9 million \$ sur les éléments monétaires non courants, comparativement à 0,8 million \$ en 2015. Pour le semestre, nous avons affiché une perte de change de 0,8 million \$ sur les éléments monétaires non courants, comparativement à un gain de change de 1,1 million \$ en 2015. Ces variations sont principalement attribuables à l'effet défavorable des taux de change sur nos dépôts en devises.

PERTE SUR CESSION D'UNE FILIALE

Le 1^{er} avril 2016, la Société a conclu la vente de sa filiale Travel Superstore pour une contrepartie totale en trésorerie de 0,3 million \$ et a enregistré une perte sur cession d'une filiale de 0,8 million \$.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Conformément aux méthodes comptables adoptées par la Société, les actifs intangibles à durée de vie indéterminée doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 avril. Ainsi, la Société a effectué un test de dépréciation au 30 avril 2016 afin de déterminer si la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie (UGT), pour les fins du goodwill et des marques de commerce, était supérieure à leur valeur recouvrable. À la suite de ce test, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation d'actifs de 15,8 millions \$. La charge de dépréciation est liée aux marques de commerce et découle de la mise en œuvre d'une stratégie intégrée en matière de distribution, dont la mise en place d'une nouvelle plateforme de réservation qui favorise l'achat de sièges pour les voyageurs européens directement chez notre filiale Air Transat plutôt que par le biais de nos filiales européennes, et de marque qui vise à déployer davantage la marque Transat, et ainsi diminuer l'utilisation certaines marques de commerce détenues par la Société.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La récupération d'impôts sur le résultat s'établit à 10,9 millions \$ au cours du second trimestre comparativement à une charge d'impôts de 8,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre, notre récupération d'impôts s'élève à 31,0 millions \$, en regard de 10,9 millions \$ en 2015. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée, le taux d'imposition réel s'est établi à 26,7 % pour le présent trimestre et de 26,9 % pour le semestre, comparativement à 26,2 % et 27,6 % pour la période correspondante de 2015. La variation des taux d'imposition pour le trimestre découle des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats.

RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

En tenant compte des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre perte nette liée aux activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 avril 2016 s'est établie à 23,8 millions \$ comparativement à un résultat net de 28,0 millions \$ en 2015. La perte nette des activités poursuivies attribuable aux actionnaires s'est élevée à 25,3 millions \$, soit 0,69 \$ par action (de base et diluée), par rapport à un résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de 26,4 millions \$, soit 0,68 \$ par action (de base et dilué) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de 2016, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le résultat par action a été de 36 736 000 (de base et dilué), comparativement à 38 756 000 pour le résultat de base par action (38 815 000 pour le résultat dilué par action) pour le trimestre correspondant de 2015.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2016, nous affichons une perte nette liée aux activités poursuivies de 75,9 millions \$, comparativement à 24,4 millions \$ en 2015. La perte nette des activités poursuivies attribuable aux actionnaires s'est élevée à 78,7 millions \$, soit 2,13 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 27,2 millions \$, soit 0,70 \$ par action (de base et diluée) lors du semestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le résultat par action a été de 36 999 000 (de base et dilué) pour le premier semestre 2016 et de 38 755 000 (de base et dilué) pour le semestre correspondant de 2015.

Pour le deuxième trimestre, notre perte nette ajustée s'est établie à 11,9 millions \$ (0,32 \$ par action) comparativement à 2,7 millions \$ (0,07 \$ par action) en 2015. Pour le semestre, nous affichons une perte nette ajustée de 42,2 millions \$ (1,14 \$ par action) comparativement à 25,6 millions \$ (0,66 \$ par action) en 2015.

RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Tel que mentionné dans la section Activités abandonnées, pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2016 et pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, le résultat net de nos filiales Transat France et Tourgreece, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, est présenté comme résultat net lié aux activités abandonnées.

Comparativement à 2015, les revenus de nos filiales Transat France et Tourgreece ont augmenté de 20,2 millions \$ (14,1 %). Cette augmentation résulte d'une augmentation des prix de vente moyens et de l'ouverture de nouveaux clubs Lookéa, en partie compensée par une baisse de nos revenus découlant de la mise en place, au cours de l'exercice 2015, d'une nouvelle plateforme de réservation qui favorise l'achat de sièges pour les voyageurs européens directement chez notre filiale Air Transat plutôt que par le biais de nos filiales européennes. Conséquemment, le nombre de voyageurs a augmenté de 1,0 % pour le trimestre, comparativement à 2015. Nos activités abandonnées ont affiché un résultat net de 0,4 million \$ (0,2 %) au cours du trimestre, comparativement à une perte nette de 1,7 million \$ (1,2 %) en 2015. L'augmentation de notre résultat net découle principalement de la hausse des marges réalisées sur les produits de type circuit et forfait, en particulier à Cuba et au Sénégal.

Pour le semestre, les revenus de nos filiales Transat France et Tourgreece ont augmenté de 36,8 millions \$ (14,8 %). Cette augmentation résulte d'une augmentation des prix de vente moyens, en partie compensée par une baisse de nos revenus découlant de la mise en place d'une nouvelle plateforme de réservation décrite ci-haut. Pour le semestre, le nombre de voyageurs a diminué de 1,8 %. Nos activités abandonnées ont affiché une perte nette de 7,4 millions \$ (2,6 %) au cours du trimestre, comparativement à 12,4 millions \$ (5,0 %) en 2015. La diminution de notre perte nette découle principalement de la hausse des marges réalisées sur les produits de type circuit et forfait, en particulier dans les Caraïbes.

RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 25,0 millions \$, soit 0,68 \$ par action (de base et diluée), par rapport à un résultat net attribuable aux actionnaires de 24,7 millions \$, soit 0,64 \$ par action (de base et dilué) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 86,1 millions \$, soit 2,33 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 39,6 millions \$, soit 1,02 \$ par action (de base et diluée) lors du semestre correspondant de l'exercice précédent.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les revenus affichent des hausses par rapport aux trimestres comparatifs. Pour la saison d'hiver (T1 et T2), le nombre de voyageurs est en hausse alors que les prix de vente moyens sont en baisse. Pour la saison estivale (T3 et T4), les prix de ventes moyens sont en baisse en 2015, à la suite de la baisse des prix du carburant, alors que le nombre de voyageurs est en hausse. Quant à nos résultats d'exploitation, les hausses de nos prix de vente moyens sur les forfaits sud durant l'hiver, combinées à nos efforts de réduction de coûts et d'amélioration de marge, n'ont pas été suffisantes pour compenser les effets sur nos coûts de la vigueur du dollar américain. Pour la saison estivale, la baisse des prix du carburant a plus que compensé la hausse du dollar américain. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

Principales informations financières trimestrielles non auditées								
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T3-2014	T4-2014	T1-2015	T2-2015	T3-2015	T4-2015	T1-2016	T2-2016
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	696 072	624 330	683 951	875 151	704 844	634 004	725 723	888 221
Loyers d'aéronefs	23 350	24 856	23 167	24 684	24 702	26 306	32 275	38 749
Résultat d'exploitation	30 848	47 260	(33 500)	(4 039)	34 480	57 850	(40 542)	(13 701)
Résultat d'exploitation ajusté	41 504	64 370	(22 746)	7 751	44 798	70 805	(31 683)	(5 002)
Résultat net	26 296	31 236	(63 088)	26 267	13 820	69 965	(59 803)	(23 817)
Résultat net attribuable aux actionnaires	25 820	30 607	(64 314)	24 704	13 067	69 108	(61 155)	(24 952)
Résultat par action de base	0,67	0,79	(1,66)	0,64	0,34	1,82	(1,64)	(0,68)
Résultat par action dilué	0,66	0,79	(1,66)	0,64	0,34	1,82	(1,64)	(0,68)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	22 378	24 492	(53 607)	26 434	13 058	59 035	(53 394)	(25 333)
Résultat par action de base des activités poursuivies	0,58	0,63	(1,38)	0,68	0,34	1,56	(1,44)	(0,69)
Résultat par action dilué des activités poursuivies	0,58	0,63	(1,38)	0,68	0,34	1,55	(1,44)	(0,69)
Résultat net ajusté	23 344	39 419	(22 882)	(2 738)	26 886	44 648	(30 380)	(11 868)
Résultat net ajusté par action	0,60	1,02	(0,59)	(0,07)	0,70	1,18	(0,82)	(0,32)

SITUATION FINANCIÈRE, TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 avril 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 440,6 millions \$, comparativement à 336,4 millions \$ au 31 octobre 2015. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 293,8 millions \$ à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2016 comparativement à 412,1 millions \$ au 31 octobre 2015. Notre état de la situation financière témoigne d'un fonds de roulement de 25,0 millions \$, soit un ratio de 1,02, par rapport à 80,4 millions \$ et un ratio de 1,09 au 31 octobre 2015.

L'actif total a augmenté de 22,8 millions \$ (1,5 %), passant de 1 513,8 millions \$ le 31 octobre 2015 à 1 536,5 millions \$ le 30 avril 2016. Les capitaux propres ont diminué de 130,0 millions \$, passant de 537,3 millions \$ au 31 octobre 2015 à 407,2 millions \$ au 30 avril 2016. Cette baisse découle de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 89,2 millions \$, de la perte latente sur les couvertures de flux de trésorerie de 23,5 millions \$, de la perte de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères de 7,2 millions \$ et des rachats d'actions totalisant 7,1 millions \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 30 avril			Semestres clos les 30 avril		
	2016	2015	Écart	2016	2015	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	38 569	84 435	(45 866)	184 227	219 178	(34 951)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 899)	(22 155)	13 256	(24 685)	(36 265)	11 580
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 445)	(2 720)	(725)	(8 119)	(2 738)	(5 381)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(6 035)	(4 084)	(1 951)	(6 276)	(425)	(5 851)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie						
liée aux activités poursuivies	20 190	55 476	(35 286)	145 147	179 750	(34 603)
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	(11 043)	(7 571)	(3 472)	(41 012)	(47 101)	6 089

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du second trimestre, les activités d'exploitation liées aux activités poursuivies ont généré des flux de trésorerie de 38,6 millions \$, par rapport à 84,4 millions \$ en 2015. La diminution de 45,9 millions \$ survenue au cours du trimestre est principalement attribuable à une baisse de 29,0 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel et à une baisse de 13,5 millions \$ de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués.

Pour le semestre, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation liées aux activités poursuivies ont diminué de 35,0 millions \$, passant de 219,2 millions \$ en 2015 à 184,2 millions \$ en 2016. La diminution est attribuable à une baisse de 24,2 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel, une baisse de 10,8 millions \$ de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués et à une baisse de notre rentabilité de 8,7 millions \$, compensées en partie par une hausse de 8,8 millions \$ de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement liées aux activités poursuivies ont atteint 8,9 millions \$ au cours du deuxième trimestre, comparativement à 22,2 millions \$ en 2015 dus à une diminution de nos acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 7,3 millions \$. Au cours du trimestre, nos acquisitions sont principalement liées aux équipements et à l'entretien d'aéronefs, ainsi qu'aux équipements et logiciels informatiques.

Pour le semestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement liées aux activités poursuivies se sont élevés à 24,7 millions \$ comparativement à 36,3 millions \$ en 2015, soit une diminution de 11,6 millions \$. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles ont diminué de 5,6 millions \$ pour s'élever à 23,3 millions \$. Au cours du semestre, nos acquisitions sont principalement liées aux équipements et à l'entretien d'aéronefs, ainsi qu'aux équipements et logiciels informatiques. De plus, notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés non courant a augmenté de 1,6 million \$, par rapport à 7,3 millions \$ en 2015.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement liées aux activités poursuivies sont passés de 2,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2015 à 3,4 millions \$ en 2016, soit une augmentation de 0,7 million \$. L'utilisation des flux de trésorerie supérieure à 2015 découle principalement des rachats d'actions de 2,2 millions \$ effectués durant le trimestre, par rapport à 1,2 million \$ en 2015.

Pour le semestre, les activités de financement liées aux activités poursuivies ont utilisé des flux de trésorerie de 8,1 millions \$, comparativement à 2,7 millions \$ en 2015. L'utilisation des flux de trésorerie supérieure à 2015 découle principalement des rachats d'actions de 7,1 millions \$ effectués durant le semestre, par rapport à 1,2 million \$ en 2015.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées ont utilisé des flux de trésorerie de 11,0 millions \$, par rapport à 7,6 millions \$ en 2015. L'utilisation supérieure à 2015 découle principalement des flux de trésorerie liés aux investissements, dont l'encaisse liée aux actifs détenus en vue de la vente de 14,3 millions \$, compensée en partie par une hausse de 7,8 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel. Pour le semestre, les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées ont utilisé des flux de trésorerie de 41,0 millions \$, par rapport à 47,1 millions \$ en 2015. L'utilisation inférieure à 2015 découle principalement de la hausse de notre rentabilité de 9,7 millions \$ et de la hausse de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels de 7,8 millions \$, en partie compensée par les flux de trésorerie liés aux investissements, dont l'encaisse liée aux actifs détenus en vue de la vente de 14,3 millions \$.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Dans le tableau ci-après, les diminutions sont attribuables au reclassement des actifs et passifs de Transat France et de Tourgreece comme détenus en vue de la vente à l'état de la situation financière, ainsi qu'aux explications suivantes :

	30 avril 2016 \$	31 octobre 2015 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	440 558	336 423	104 135	Se reporter à la section Flux de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	293 771	412 099	(118 328)	Saisonnalité des opérations
Clients et autres débiteurs	91 435	129 223	(37 788)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Impôts sur le résultat à recevoir	44 651	16 900	27 751	Augmentation des impôts recouvrables compte tenu des pertes déductibles
Stocks	9 433	9 079	354	Aucun écart important
Charges payées d'avances	53 552	80 318	(26 766)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Instruments financiers dérivés	16 700	25 573	(8 873)	Variation défavorable du dollar par rapport à la devise américaine en regard des contrats à terme contractés
Dépôts	30 213	58 901	(28 688)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Actifs détenus en vue de la vente	187 744	—	187 744	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Actifs d'impôt différé	30 416	32 939	(2 523)	Vente des voyageurs en France et en Grèce, compensé en partie par l'augmentation des impôts différés relatifs aux instruments financiers dérivés
Immobilisations corporelles	123 900	133 502	(9 602)	Acquisitions de la période partiellement compensées par l'amortissement
Goodwill	66 068	99 527	(33 459)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Immobilisations incorporelles	45 302	79 863	(34 561)	Amortissement et dépréciation d'actifs de la période, partiellement compensées par les acquisitions
Placement dans une entreprise associée	101 909	97 897	4 012	Quote-part du résultat net d'une entreprise associée et écart de taux de change
Autres actifs	870	1 520	(650)	Aucun écart important

	30 avril 2016 \$	31 octobre 2015 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
Passif				
Fournisseurs et autres créiteurs	314 683	355 656	(40 973)	Saisonnalité des opérations et écart de taux de change
Provision pour remise en état des aéronefs loués	37 587	42 962	(5 375)	Incidence du calendrier des entretiens et écart de taux de change
Impôt sur le résultat à payer	699	1 431	(732)	Paiement des soldes dus
Dépôts de clients et revenus différés	483 739	489 622	(5 883)	Vente des voyageurs en France et en Grèce et saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	85 933	23 203	62 730	Variation défavorable du dollar par rapport à la devise américaine en regard des contrats à terme contractés
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	157 229	—	157 229	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Autres passifs	47 157	52 026	(4 869)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Passifs d'impôt différé	2 260	11 612	(9 352)	Diminution des impôts différés relatifs aux instruments financiers dérivés liés aux devises
Capitaux propres				
Capital-actions	213 592	218 134	(4 542)	Rachats d'actions nets de l'émission sur le capital autorisé
Provision pour paiements fondés sur des actions	17 591	17 105	486	Charge liée aux paiements fondés sur des actions, nette des exercices d'options
Résultats non distribués	176 109	263 812	(87 703)	Résultat net
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(11 607)	14 960	(26 567)	Perte nette sur les instruments financiers désignés dans des couvertures de flux de trésorerie
Montant cumulé des écarts de change	11 641	23 241	(11 600)	Perte de change sur conversion des états financiers de filiales étrangères
Cumul des autres éléments du résultat global liés aux actifs détenus en vue de la vente	(91)	—	(91)	Vente des voyageurs en France et en Grèce

FINANCEMENT

Au 30 avril 2016, la Société dispose de plusieurs types de financement. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

Le 19 février 2016, la Société a renouvelé son entente de crédit à terme rotatif de 50 millions \$ aux fins de ses opérations. Selon la nouvelle entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 millions \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 30 avril 2016, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 10,0 millions € [14,4 millions \$].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés et d'autres par voie de notes aux états financiers. Au 30 avril 2016, ainsi qu'au 31 octobre 2015, la Société n'avait aucune obligation présentée à l'état de la situation financière.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location simple

Les ententes hors bilan qui peuvent être estimées, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, s'élevaient à environ 745,8 millions \$ au 30 avril 2016 (713,7 millions \$ au 31 octobre 2015) et se résument comme suit :

ENTENTES HORS BILAN (en milliers de dollars)	Au 30 avril 2016 \$	Au 31 octobre 2015 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	31 590	36 838
Contrats de cautionnement	653	1 490
Contrats de location simple		
Obligations en vertu de contrats de location simple	713 606	675 385
	745 849	713 713

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location simple sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

La Société dispose, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75,0 millions \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 30 avril 2016, un montant de 68,5 millions \$ était utilisé, dont 46,5 millions \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; ces lettres de crédit irrévocables sont détenues par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, les lettres de crédit émises pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction seront levées.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35,0 millions \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2016, un montant de 17,5 millions \$ était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Pour ses opérations françaises, la Société dispose de lignes de cautionnement pour 17,6 millions € (25,3 millions \$), dont 9,8 millions € étaient utilisés (14,1 millions \$).

Pour ses opérations françaises, la Société a aussi accès à des lignes de crédit bancaires afin d'émettre des lettres de crédit gagées par des dépôts. Au 30 avril 2016, nous avons émis pour 2,7 millions € (3,8 millions \$).

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit pour ses opérations anglaises, d'une ligne de crédit bancaire gagées par des dépôts de 11,7 millions £ (21,4 millions \$), laquelle est pleinement utilisée.

Au 30 avril 2016, le montant des ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, avait augmenté de 32,1 millions \$ par rapport au 31 octobre 2015. Cette augmentation découle principalement des ententes signées durant le

second trimestre pour la location de deux Airbus A330 et de trois Boeing 737-800. L'augmentation a été partiellement atténuée par l'appréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain au cours du semestre et par les remboursements effectués.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

La Société n'affiche aucune dette à l'état de la situation financière.

La dette totale de la Société s'élève à 610,2 millions \$, soit une hausse de 115,9 millions \$ comparativement au 31 octobre 2015. Cette hausse découle de l'ajout de Boeing 737 à notre flotte d'aéronefs.

La dette totale nette a augmenté de 11,7 millions \$, passant de 157,9 millions \$ au 31 octobre 2015 à 169,6 millions \$ au 30 avril 2016. L'augmentation de notre dette totale nette découle de l'augmentation de notre dette totale, compensée en partie par des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés qu'en 2015.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 avril 2016, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 3 juin 2016, il y avait un total de 36 768 130 actions à droit de vote en circulation.

Depuis le 16 novembre 2015, les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous un seul symbole, soit « TRZ ».

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 3 juin 2016, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 663 029, dont 2 402 323 pouvaient être exercées.

AUTRES

FLOTTE

Durant l'hiver 2016, la flotte d'Air Transat comptait douze Airbus A330 (345 ou 375 sièges), neuf Airbus A310 (249 sièges), et quatre Boeing 737-800 (189 sièges). Durant le trimestre terminé le 30 avril 2016, des ententes ont été signées pour la location de deux Airbus 330 (332 sièges) et de trois Boeing 737-800 additionnels, qui entreront en service à l'été 2016.

Durant l'hiver 2016, la Société bénéficiait également d'ententes pour la location saisonnière de treize Boeing 737-800 (189 sièges) et de deux Boeing 737-700 (149 sièges).

RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS COLLECTIVES

Le 22 mars 2016, l'entente de principe survenue entre Air Transat et le syndicat des pilotes en vue du renouvellement de la convention collective échu le 30 avril 2015 a été approuvée par les pilotes.

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Conformément à son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités approuvée le 10 avril 2015, la Société est autorisée à racheter aux fins d'annulation un maximum de 2 274 921 actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, représentant approximativement 10 % du flottant des actions à droit de vote variable de catégorie A et des actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation.

L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités a pour but de permettre à la Société d'utiliser, selon les circonstances et d'une manière judicieuse, une partie des surplus de liquidités de la Société.

Les achats réalisés dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités sont faits sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX en accord avec sa politique sur les offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités. Le prix payé par la Société pour le rachat des actions correspond au prix du marché au moment de l'acquisition en plus, le cas échéant, des frais de courtage. Les achats ont pu commencer à partir du 15 avril 2015 et se sont terminés le 4 mars 2016.

La Société a racheté, au cours du trimestre terminé le 30 avril 2016, 286 431 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 2,2 millions \$. Au cours du semestre, la société a racheté un total de 978 831 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 7,1 millions \$.

Le 4 mars 2016, la Société a complété son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois lancé le 10 avril 2015; la Société a racheté jusqu'à cette date un total de 2 274 921 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 16,5 millions \$.

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global [« AERG »] plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où tous les actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 30 avril 2016 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la Société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit, selon les critères établis du cadre de contrôle COSO 2013, l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la Société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Été 2016 - Le marché transatlantique, au départ du Canada et de l'Europe, représente une portion très importante de l'activité de Transat durant la saison d'été. Pour la période de mai à octobre 2016, alors que la capacité totale est supérieure de 15 %, celle de la Société est supérieure de 7 %. Les coefficients d'occupation de Transat sur ce marché sont inférieurs de 3,3 % à ceux de l'été 2015. À ce jour, 62 % de cette capacité est vendue et les prix des réservations prises sont inférieurs de 6,3 % à ceux enregistrés à pareille date en 2015. La baisse du coût du carburant combinée à la faiblesse du dollar canadien entraînera une baisse des charges opérationnelles de 4,6 % si le dollar demeure au niveau actuel en regard du dollar américain, de l'euro et de la livre, et si le prix du carburant demeure stable.

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, où l'été représente la basse saison, la capacité de Transat est supérieure de 1 % à celle déployée à la même date l'an passé. À ce jour, 45 % de cette capacité est vendue, les coefficients d'occupation sont inférieurs de 1,0 % et les prix de vente sont supérieurs de 1,8 %. La faiblesse du dollar canadien combinée à la baisse du coût du carburant entraînera une hausse des charges opérationnelles de 5,5 % si le dollar demeure au niveau actuel en regard du dollar américain, et si le prix du carburant demeure stable.

Quant aux activités abandonnées en France, les réservations moyen-courriers sont supérieures de 6 % et les réservations long-courriers sont supérieures de 10 % par rapport à l'an passé à la même date. Les prix de vente moyens sont similaires.

Dans la mesure où ces tendances se maintiennent, la Société prévoit au deuxième semestre des résultats globaux inférieurs à ceux de l'an dernier, qui étaient les deuxièmes meilleurs de son histoire.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016 \$	Au 31 octobre 2015 \$
ACTIFS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	440 558	336 423
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés [note 5]	247 321	367 199
Clients et autres débiteurs	91 435	129 223
Impôts sur le résultat à recevoir	29 551	1 800
Stocks	9 433	9 079
Charges payées d'avance	53 552	80 318
Instruments financiers dérivés	13 366	25 277
Partie courante des dépôts	8 673	18 298
Actifs détenus en vue de la vente [note 6]	187 744	—
Actifs courants	1 081 633	967 617
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés [note 5]	46 450	44 900
Dépôts	21 540	40 603
Impôts sur le résultat à recevoir	15 100	15 100
Actifs d'impôt différé	30 416	32 939
Immobilisations corporelles	123 900	133 502
Goodwill	66 068	99 527
Immobilisations incorporelles	45 302	79 863
Instruments financiers dérivés	3 334	296
Placement dans une entreprise associée [note 8]	101 909	97 897
Autres actifs	870	1 520
Actifs non courants	454 889	546 147
	1 536 522	1 513 764
PASSIFS		
Fournisseurs et autres créditeurs	314 683	355 656
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués	14 381	17 281
Impôts sur le résultat à payer	699	1 431
Dépôts de clients et revenus différés	483 739	489 622
Instruments financiers dérivés	85 892	23 188
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente [note 6]	157 229	—
Passifs courants	1 056 623	887 178
Provision pour remise en état des aéronefs loués [note 9]	23 206	25 681
Autres passifs [note 11]	47 157	52 026
Instruments financiers dérivés	41	15
Passifs d'impôt différé	2 260	11 612
Passifs non courants	72 664	89 334
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions [note 12]	213 592	218 134
Provision pour paiements fondés sur des actions	17 591	17 105
Résultats non distribués	176 109	263 812
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(11 607)	14 960
Montant cumulé des écarts de change	11 641	23 241
Cumul des autres éléments du résultat global liés aux actifs détenus en vue de la vente [note 6]	(91)	—
	407 235	537 252
	1 536 522	1 513 764

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2016	2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Activités poursuivies				
Revenus	888 221	875 151	1 613 944	1 559 102
Charges d'exploitation				
Coûts liés à la prestation de services touristiques	492 725	467 733	902 138	838 032
Salaires et avantages du personnel	91 829	82 274	177 020	159 816
Carburant d'aéronefs	74 337	104 115	135 747	195 568
Entretien d'aéronefs	36 819	42 437	76 772	71 798
Loyer d'aéronefs	38 749	24 684	71 024	47 851
Commissions	39 886	41 384	68 872	70 538
Frais d'aéroports et de navigation	31 648	28 428	56 456	49 996
Autres	90 467	80 043	165 121	144 799
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(6 256)	(3 698)	(8 187)	(4 301)
Amortissement	11 718	11 790	23 224	22 544
	901 922	879 190	1 668 187	1 596 641
Résultat d'exploitation	(13 701)	(4 039)	(54 243)	(37 539)
Coûts de financement	535	399	921	794
Revenus du financement	(1 946)	(2 000)	(3 727)	(4 011)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	3 877	(39 852)	37 964	2 121
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	1 944	784	766	(1 112)
Perte sur cession d'une filiale [note 4]	843	—	843	—
Dépréciation d'actifs [note 7]	15 809	—	15 809	—
Résultat avant charge d'impôts	(34 763)	36 630	(106 819)	(35 331)
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	(9 168)	(459)	(21 819)	(10 112)
Différés	(1 778)	9 092	(9 142)	(835)
	(10 946)	8 633	(30 961)	(10 947)
Résultat net lié aux activités poursuivies	(23 817)	27 997	(75 858)	(24 384)
Activités abandonnées				
Résultat net lié aux activités abandonnées	381	(1 730)	(7 380)	(12 437)
Résultat net de la période	(23 436)	26 267	(83 238)	(36 821)
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires	(24 952)	24 704	(86 107)	(39 610)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 516	1 563	2 869	2 789
	(23 436)	26 267	(83 238)	(36 821)
Résultat par action des activités poursuivies [note 12]				
De base	(0,69)	0,68	(2,13)	(0,70)
Dilué	(0,69)	0,68	(2,13)	(0,70)
Résultat par action [note 12]				
De base	(0,68)	0,64	(2,33)	(1,02)
Dilué	(0,68)	0,64	(2,33)	(1,02)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2016	2015	2016	2015
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	(23 817)	27 997	(75 858)	(24 384)
Autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies:				
Éléments qui seront reclassés en résultat net				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(54 774)	(110 948)	(61 488)	(64 613)
Reclassement en résultat net	13 956	38 420	26 262	49 443
Impôts différés	10 885	20 057	9 436	4 424
	(29 933)	(52 471)	(25 790)	(10 746)
Gain (perte) de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	(16 090)	5 045	(11 062)	5 243
Total des autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies	(46 023)	(47 426)	(36 852)	(5 503)
Résultat global lié aux activités poursuivies	(69 840)	(19 429)	(112 710)	(29 887)
Résultat net lié aux activités abandonnées	381	(1 730)	(7 380)	(12 437)
Autres éléments du résultat global liés aux activités abandonnées	(2 124)	(3 100)	(1 406)	209
Résultat global lié aux activités abandonnées	(1 743)	(4 830)	(8 786)	(12 228)
Résultat global de la période	(71 583)	(24 259)	(121 496)	(42 115)
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	(69 615)	(25 650)	(122 991)	(44 094)
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 968)	1 391	1 495	1 979
	(71 583)	(24 259)	(121 496)	(42 115)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Cumul des autres éléments du résultat global						Total	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Profit latent sur les couver- tures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change	Cumul des AÉRG liés aux actifs détenus en vue de la vente			
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2014	224 679	15 444	227 872	11 712	3 239	—	482 946	—	482 946
Résultat net de la période	—	—	(39 610)	—	—	—	(39 610)	2 789	(36 821)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(11 240)	6 756	—	(4 484)	(810)	(5 294)
Résultat global de la période	—	—	(39 610)	(11 240)	6 756	—	(44 094)	1 979	(42 115)
Émission sur le capital autorisé	462	—	—	—	—	—	462	—	462
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	870	—	—	—	—	870	—	870
Rachat d'actions	(1 164)	—	(69)	—	—	—	(1 233)	—	(1 233)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(1 967)	(1 967)
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(822)	(822)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(810)	—	(810)	810	—
	(702)	870	(69)	—	(810)	—	(711)	(1 979)	(2 690)
Solde au 30 avril 2015	223 977	16 314	188 193	472	9 185	—	438 141	—	438 141
Résultat net de la période	—	—	82 175	—	—	—	82 175	1 610	83 785
Autres éléments du résultat global	—	—	(537)	14 488	9 706	—	23 657	4 350	28 007
Résultat global de la période	—	—	81 638	14 488	9 706	—	105 832	5 960	111 792
Émission sur le capital autorisé	511	—	—	—	—	—	511	—	511
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	791	—	—	—	—	791	—	791
Rachat d'actions	(6 354)	—	(1 837)	—	—	—	(8 191)	—	(8 191)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(2 254)	(2 254)
Autres variations du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(4 182)	—	—	—	(4 182)	4 182	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(3 538)	(3 538)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	4 350	—	4 350	(4 350)	—
	(5 843)	791	(6 019)	—	4 350	—	(6 721)	(5 960)	(12 681)
Solde au 31 octobre 2015	218 134	17 105	263 812	14 960	23 241	—	537 252	—	537 252
Résultat net de la période	—	—	(86 107)	—	—	—	(86 107)	2 869	(83 238)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(25 790)	(9 688)	(1 406)	(36 884)	(1 374)	(38 258)
Résultat global de la période	—	—	(86 107)	(25 790)	(9 688)	(1 406)	(122 991)	1 495	(121 496)
Émission sur le capital autorisé	561	—	—	—	—	—	561	—	561
Exercice d'options	577	(177)	—	—	—	—	400	—	400
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	663	—	—	—	—	663	—	663
Rachat d'actions	(5 680)	—	(1 427)	—	—	—	(7 107)	—	(7 107)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(1 973)	(1 973)
Activités abandonnées	—	—	—	(777)	(538)	1 315	—	—	—
Autres variations du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(169)	—	—	—	(169)	—	(169)
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(896)	(896)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(1 374)	—	(1 374)	1 374	—
	(4 542)	486	(1 596)	(777)	(1 912)	1 315	(7 026)	(1 495)	(8 521)
Solde au 30 avril 2016	213 592	17 591	176 109	(11 607)	11 641	(91)	407 235	—	407 235

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2016	2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net lié aux activités poursuivies	(23 817)	27 997	(75 858)	(24 384)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :				
Amortissement	11 718	11 790	23 224	22 544
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	3 877	(39 852)	37 964	2 121
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	1 944	784	766	(1 112)
Perte sur cession d'une filiale	843	—	843	—
Dépréciation d'actifs	15 809	—	15 809	—
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(6 256)	(3 698)	(8 187)	(4 301)
Impôts différés	(1 778)	9 092	(9 142)	(835)
Avantages du personnel	670	600	1 340	1 200
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	206	464	663	870
	3 216	7 177	(12 578)	(3 897)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	48 863	77 877	191 334	215 553
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(4 825)	(5 424)	10 846	2 074
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	(8 685)	4 805	(5 375)	5 448
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	38 569	84 435	184 227	219 178
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(7 549)	(14 855)	(23 335)	(28 965)
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	(1 550)	(7 300)	(1 550)	(7 300)
Contrepartie reçue pour une filiale cédée	200	—	200	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 899)	(22 155)	(24 685)	(36 265)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Produit de l'émission d'actions	695	237	961	462
Rachat d'actions	(2 167)	(1 233)	(7 107)	(1 233)
Dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle	(1 973)	(1 724)	(1 973)	(1 967)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 445)	(2 720)	(8 119)	(2 738)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(6 035)	(4 084)	(6 276)	(425)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	20 190	55 476	145 147	179 750
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	(11 043)	(7 571)	(41 012)	(47 101)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	431 411	393 631	336 423	308 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	440 558	441 536	440 558	441 536
Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)				
Impôts sur les bénéfices payés (récupérés)	2 524	5 936	7 528	24 567
Intérêts payés	152	49	277	122

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers \$ canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Depuis le 16 novembre 2015, les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto et sont négociées sous un seul symbole, soit « TRZ ».

La Société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe, lesquels sont intégrés verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution, à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 30 avril 2016 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 8 juin 2016.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2015.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers classés sous « actifs / passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 résout ce problème en introduisant un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où tous les actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

Note 4 CESSIION D'UNE FILIALE

Le 1^{er} avril 2016, la Société a conclu la vente de sa filiale Travel Superstore, qui exploite le site web tripcentral.ca et 27 agences de voyages. La contrepartie totale en trésorerie s'est établie à 300 \$ et la valeur comptable des actifs nets cédés s'établissait à 1 312 \$, ce qui a donné lieu à un renversement des résultats non distribués de 169 \$ et une perte sur cession d'une filiale de 843 \$.

Note 5 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 30 avril 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 203 322 \$ [310 883 \$ au 31 octobre 2015] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec les ententes commerciales de la Société avec certains fournisseurs de services de traitement de carte de crédit. De plus, elle inclut 90 449 \$, dont 46 450 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [101 216 \$ au 31 octobre 2015, dont 44 900 \$ hors de l'actif à court terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 6 ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 12 janvier 2016, la Société a annoncé la mise en place d'un processus visant à susciter des manifestations d'intérêt en provenance de tierces parties, pouvant éventuellement mener à la vente de certains actifs détenus par la Société à l'extérieur du Canada, soit ses opérations de voyageur en France et en Grèce.

Au 30 avril 2016, la Société était engagée dans un plan de vente pour des actifs totalisant 187 744 \$ et des passifs correspondants totalisant 157 229 \$. Les actifs ont été reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente et les passifs correspondants dans les passifs détenus en vue de la vente dans les états consolidés de la situation financière. Les actifs ont été évalués au moindre de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Aucune perte ne découle de la réévaluation des actifs destinés à la vente.

Le résultat net lié aux activités abandonnées est entièrement attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société et se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2016	2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Revenus	163 564	143 347	284 770	247 977
Charges d'exploitation et autres charges	162 217	145 887	294 966	266 430
Résultat avant charge d'impôts	1 347	(2 540)	(10 196)	(18 453)
Charge (récupération) d'impôts sur les bénéfices	966	(810)	(2 816)	(6 016)
Résultat net de la période lié aux activités abandonnées	381	(1 730)	(7 380)	(12 437)

Le résultat par action de base et dilué des activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2016	2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Résultat par action des activités abandonnées				
De base	0,01	(0,04)	(0,20)	(0,32)
Dilué	0,01	(0,04)	(0,20)	(0,32)

La variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2016	2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 548	(7 633)	(24 631)	(44 884)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(15 298)	(775)	(16 292)	(1 739)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(293)	837	(89)	(478)
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	(11 043)	(7 571)	(41 012)	(47 101)

Note 7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Conformément aux méthodes comptables adoptées par la Société, les actifs intangibles à durée de vie indéterminée doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 avril et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. La dépréciation est calculée en évaluant la valeur recouvrable de chaque actif, unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou groupe d'UGT. Si la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.

La dépréciation d'actifs se présente comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2016	2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations incorporelles				
Marques de commerce	15 809	—	15 809	—

La valeur comptable totale du goodwill et des marques de commerce répartie à chaque UGT se présente comme suit :

	Au 30 avril 2016		Au 31 octobre 2015	
	Goodwill	Marques de commerce	Goodwill	Marques de commerce
	\$	\$	\$	\$
Canada - Royaume-Uni - Pays-Bas	66 068	4 858	67 537	22 041
France <i>[note 6]</i>	—	—	21 016	—
Autres* <i>[note 6]</i>	—	—	10 974	—
Valeur comptable nette	66 068	4 858	99 527	22 041

* UGT individuelles multiples

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La Société a effectué un test de dépréciation au 30 avril 2016 afin de déterminer si la valeur comptable des marques de commerce était supérieure à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est déterminée en fonction de la valeur d'utilité au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés. La Société établit des prévisions de flux de trésorerie d'après les budgets annuels approuvés les plus récents et d'après les plans triennaux des activités pertinentes. Les prévisions de flux de trésorerie tiennent compte du risque lié à chaque actif, ainsi que des indicateurs économiques les plus récents. Les prévisions de flux de trésorerie pour une période supérieure à trois ans sont extrapolées selon des taux de croissance nuls. Les prévisions de flux de trésorerie utilisées tiennent également compte des incidences liées à la mise en œuvre de la stratégie intégrée de la Société en matière de distribution et de marque qui vise à déployer davantage la marque Transat, et ainsi diminuer l'utilisation certaines marques de commerce détenues par la Société.

À la suite de la mise en place de sa nouvelle plateforme de réservation qui favorise l'achat de sièges pour les voyageurs européens directement chez Air Transat plutôt que par le biais de sa filiale anglaise, la Société a conclu que la valeur recouvrable de la marque de commerce Canadian Air, déterminée en fonction de la valeur d'utilité, était inférieure à sa valeur comptable en raison d'une baisse des revenus et de la profitabilité générée par cette marque de commerce. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 9 726 \$.

La mise en œuvre de la stratégie intégrée de la Société visant à déployer davantage la marque Transat résultera en l'abandon de la marque Vacances Tours Mont-Royal (« TMR ») que la Société utilise dans la vente de forfaits sud au départ du Canada. Puisque cette marque n'est plus utilisée, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 4 483 \$, qui correspond à sa valeur comptable.

Toujours dans la foulée de la mise en œuvre de la stratégie de la Société en matière de distribution et de marque qui vise à déployer davantage la marque Transat, la Société est en train de changer les bannières de ses agences détenues en propre Marlin Travel pour Voyages Transat. À la suite de ces changements, la Société a conclu que la valeur recouvrable de la marque de commerce Marlin Travel, déterminée en fonction de la valeur d'utilité, était inférieure à sa valeur comptable en raison d'une baisse des revenus et de la profitabilité générée par cette marque de commerce. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 1 600 \$.

Au 30 avril 2016, les taux d'actualisation après impôts utilisés pour les tests de dépréciation des marques de commerce se situent entre 10,3 % et 18,0 % [10,3 % au 30 avril 2015].

Le 30 avril 2016, si le taux d'actualisation après impôts utilisé pour les tests de dépréciation avait été supérieur de 1 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, une charge de dépréciation supplémentaire de 200 \$ aurait été requise.

Le 30 avril 2016, si les flux de trésorerie utilisés pour les tests de dépréciation avaient été inférieurs de 10 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, une charge de dépréciation supplémentaire de 300 \$ aurait été requise.

GOODWILL

La Société a effectué un test de dépréciation au 30 avril 2016 afin de déterminer si la valeur comptable des UGT était supérieure à leur valeur recouvrable. La Société n'a relevé aucune dépréciation du goodwill.

La valeur recouvrable est déterminée en fonction de la valeur d'utilité au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés. La Société établit des prévisions de flux de trésorerie d'après les budgets annuels approuvés les plus récents et les plans triennaux des activités pertinentes. Les prévisions de flux de trésorerie tiennent compte du risque lié à chaque UGT, ainsi que des indicateurs économiques les plus récents. Les prévisions de flux de trésorerie pour une période supérieure à trois ans sont extrapolées selon des taux de croissance estimés qui ne dépassent pas les taux de croissance à long terme moyens des marchés visés.

Au 30 avril 2016, le taux d'actualisation après impôts utilisé pour les tests de dépréciation des différents UGT était de 10,1 % [10,3 % au 30 avril 2015]. Le taux de croissance perpétuel utilisé aux fins des tests de dépréciation s'établissait à 1 % au 30 avril 2016 [1 % au 30 avril 2015].

Le 30 avril 2016, si le taux d'actualisation après impôts utilisé pour les tests de dépréciation avait été supérieur de 1 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aucune charge de dépréciation n'aurait été requise.

Le 30 avril 2016, si le taux de croissance à long terme utilisé pour les tests de dépréciation avait été inférieur de 1 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aucune charge de dépréciation n'aurait été requise.

Le 30 avril 2016, si les flux de trésorerie utilisés pour les tests de dépréciation avaient été inférieurs de 10 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aucune charge de dépréciation n'aurait été requise.

Note 8 PLACEMENT DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La variation de la participation dans une entreprise associée, Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2015	97 897
Quote-part du résultat net	8 187
Écart de conversion	(4 175)
Solde au 30 avril 2016	101 909

Le placement dans CIBV a été converti au taux CAD/USD de 1,2549 au 30 avril 2016 [1,3083 au 31 octobre 2015].

Note 9 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'obligation d'entretien des aéronefs loués et aux pièces de rechange utilisées par le transporteur aérien de la Société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour les trimestres clos les 30 avril se détaille comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2015	42 962
Provisions supplémentaires	7 419
Montants imputés à la provision	(3 030)
Montants inutilisés repris	(1 079)
Solde au 31 janvier 2016	46 272
Provisions supplémentaires	(527)
Montants imputés à la provision	(6 208)
Montants inutilisés repris	(1 950)
Solde au 30 avril 2016	37 587
Provisions courantes	14 381
Provisions non courantes	23 206
Solde au 30 avril 2016	37 587

	\$
Solde au 31 octobre 2014	36 312
Provisions supplémentaires	4 456
Montants imputés à la provision	(3 813)
Solde au 31 janvier 2015	36 955
Provisions supplémentaires	4 858
Montants imputés à la provision	(53)
Solde au 30 avril 2015	41 760
Provisions courantes	16 213
Provisions non courantes	25 547
Solde au 30 avril 2015	41 760

Note 10 DETTE À LONG TERME

Le 19 février 2016, la Société a renouvelé son entente de crédit à terme rotatif de 50 000 \$ pour les fins de ses opérations. Selon la nouvelle entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 000 \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 30 avril 2016, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 30 avril 2016, un montant de 68 518 \$ était utilisé [66 943 \$ au 31 octobre 2015] dont 46 450 \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; ces lettres de crédit irrévocables sont détenues par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, les lettres de crédit émises pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction seront levées.

Des crédits d'exploitation totalisant 10 000 € (14 356 \$) [10 000 € (14 446 \$) au 31 octobre 2015] ont été accordés pour les opérations françaises de la Société. Ces crédits d'exploitation sont renouvelables annuellement et étaient inutilisés au 30 avril 2016 et au 31 octobre 2015.

Note 11 AUTRES PASSIFS

	Au 30 avril 2016	Au 31 octobre 2015
	\$	\$
Avantages du personnel	36 267	39 265
Avantages incitatifs reportés	10 890	12 761
Participations ne donnant pas le contrôle	29 459	32 800
	76 616	84 826
Moins les participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les Fournisseurs et autres créditeurs	(29 459)	(32 800)
	47 157	52 026

Note 12 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la Loi sur les transports au Canada [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la Société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue ou contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société. Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	\$
Solde au 31 octobre 2014	38 741 527	224 679
Émission de la trésorerie	66 125	462
Rachat et annulation d'actions	(200 528)	(1 164)
Solde au 30 avril 2015	38 607 124	223 977
Émission de la trésorerie	79 185	511
Rachat et annulation d'actions	(1 095 562)	(6 354)
Solde au 31 octobre 2015	37 590 747	218 134
Émission de la trésorerie	83 293	561
Exercice d'options	59 890	577
Rachat et annulation d'actions	(978 831)	(5 680)
Solde au 30 avril 2016	36 755 099	213 592

Le 10 avril 2015, la Société a annoncé avoir reçu les approbations réglementaires requises afin de procéder à une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités pour une période de 12 mois.

Conformément à son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, la Société est autorisée à racheter aux fins d'annulation un maximum de 2 274 921 actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, représentant approximativement 10 % du flottant des actions à droit de vote variable de catégorie A et des actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation.

La Société a racheté, au cours du trimestre terminé le 30 avril 2016, 286 431 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 2 167 \$. Au cours du semestre, la Société a racheté 978 831 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 7 107 \$.

Le 4 mars 2016, la Société a complété son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois lancé le 10 avril 2015; la Société a racheté jusqu'à cette date un total de 2 274 921 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 16 531 \$.

Au 30 avril 2016, le nombre d'actions de catégorie A et de catégorie B s'élevait respectivement à 2 727 111 et à 34 027 988 [à 1 410 985 et à 36 179 762 au 31 octobre 2015].

Depuis le 16 novembre 2015, les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous un seul symbole, soit « TRZ ». Le changement n'implique aucune modification des statuts de la Société, de ses règlements ou de la structure de son capital. Ce changement n'a également pas d'effet sur les restrictions au droit de vote et au droit de propriété et sur les conditions rattachées aux actions à droit de vote variable de catégorie A et aux actions à droit de vote de catégorie B.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2015	2 741 856	11,81
Exercées	(59 890)	6,68
Annulées	(18 937)	13,37
Solde au 30 avril 2016	2 663 029	11,91
Options pouvant être exercées au 30 avril 2016	2 402 323	12,09

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2016	2015	2016	2015
[en milliers, sauf les montants par action]	\$	\$	\$	\$
NUMÉRATEUR				
Résultat net attribuable aux actionnaires	(24 952)	24 704	(86 107)	(39 610)
Résultat net lié aux activités abandonnées	381	(1 730)	(7 380)	(12 437)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	(25 333)	26 434	(78 727)	(27 173)
DÉNOMINATEUR				
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	36 736	38 756	36 999	38 755
Effet des titres dilutifs				
Options d'achat d'actions	—	59	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	36 736	38 815	36 999	38 755
Résultat par action				
De base	(0,68)	0,64	(2,33)	(1,02)
Dilué	(0,68)	0,64	(2,33)	(1,02)
Résultat par action tiré des activités poursuivies				
De base	(0,69)	0,68	(2,13)	(0,70)
Dilué	(0,69)	0,68	(2,13)	(0,70)

Étant donnée la perte enregistrée au cours du trimestre clos les 30 avril 2016, les 2 663 029 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif. Aux fins du calcul du résultat dilué par action pour le trimestre clos le 30 avril 2015, 2 284 985 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la Société.

Étant donnée la perte enregistrée au cours des semestres clos les 30 avril 2016 et 2015, les 2 663 029 et 2 867 857 options d'achat d'actions en circulation, respectivement, ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif.

Note 13 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 6, 15, 16, 22 et 23 des états financiers de l'exercice terminé le 31 octobre 2015 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 30 avril 2016, le montant total de ces garanties non gagées par des dépôts s'élevait à 653 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 30 avril 2016, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

La Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35 000 \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2016, un montant de 17 514 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

Pour ses opérations en Europe, la Société dispose de facilités de cautionnement renouvelables annuellement au montant de 17 620 € [25 295 \$]. Au 30 avril 2016, des lettres de cautionnement étaient émises pour un total de 9 805 € [14 077 \$].

Note 14 INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités poursuivies principalement en Amérique. Le produit des activités ordinaires ainsi que les actifs non courant hors Amérique ne sont pas significatifs. Ainsi, les états consolidés des résultats et les états consolidés de la situation financière incluent toutes les informations requises.

